COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme « (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément à CPS n°76 –

12 juin 2020

Abrogation immédiate de la loi d'urgence sanitaire !

Retrait de tous les projets de contre-réforme du gouvernement (Sécurité sociale, Fonction publique, hôpitaux, enseignement) !

Pas un seul licenciement !

Pas une seule fermeture d'usine dans tout le pays, en particulier chez Renault ! Nationalisation sans indemnité ni rachat de Renault !

La responsabilité des dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF est de rompre toute concertation avec le gouvernement, de prendre en charge le combat sur ces objectifs pour affronter et vaincre le gouvernement Macron-Philippe !

La situation de la classe ouvrière et les plans de licenciement

Près d'un million de chômeurs supplémentaires en catégorie A, avec un chiffre réel de chômeurs à hauteur de 7 millions, des plans de licenciement partout annoncés (Renault, Air France, Airbus et ses sous-traitants, Alstom, la sidérurgie, etc.) : la classe ouvrière paie durement la dépression économique, précipitée et amplifiée par la crise sanitaire, mais déjà inscrite avant celle-ci. Il faut rappeler par exemple que c'est bien avant la crise sanitaire que la direction de Renault annonçait que *« la fermeture d'usine n'était pas un sujet tabou »* (Clotide Delbos, directrice générale du groupe Renault, le 14 février).

Par ailleurs, au moment même où des centaines de milliers de travailleurs sont jetés à la rue, en vertu de la « loi d'urgence sanitaire » permettant de faire travailler jusqu'à 60 heures par semaine, d'autres travailleurs se voient imposer le travail le week-end, la prise imposée de congés pendant le confinement, la suppression de RTT, le « don » de journées de travail au nom de la « solidarité », etc. en vertu de la loi d'urgence sanitaire, tout cela dans le cadre d'accords d'entreprise souvent signés y compris par les responsables CGT et FO.

C'est cette même « loi d'urgence sanitaire » qui depuis presque trois mois a suspendu *sine die* la plupart des libertés démocratiques. L'une des ordonnances qui découlent de cette loi continue d'interdire tout rassemblement de plus de dix personnes, interdiction exclusivement tournée contre le mouvement ouvrier, puisqu'à l'inverse les messes sont de nouveau autorisées.

Le gouvernement n'a qu'un but : interdire autant que possible toute mobilisation du prolétariat et de la jeunesse contre sa politique. C'est la même raison qui l'a décidé à maintenir fermées les universités – quand par ailleurs il a fait le forcing pour faire reprendre les écoles, les collèges et désormais les lycées. Il sait que la meilleure manière d'empêcher les étudiants de se dresser contre ses plans est encore de leur imposer de rester chez eux.

La plus violente offensive contre le prolétariat est en route, dans le cadre d'une « co-construction » avec les "partenaires sociaux » (c'est-à-dire les dirigeants syndicaux)

Le fait est que les positions du capitalisme français par rapport à ses concurrents ont été encore affaiblies dans la crise qui a démarré avec le confinement, notamment en Europe. Les rares secteurs économiques où il joue encore aujourd'hui un rôle important – l'aéronautique, l'automobile – étant précisément les secteurs les plus sévèrement impactés – sans parler du tourisme. Après avoir obtenu le soutien de fait des dirigeants syndicaux à la mise en œuvre de la loi d'urgence sanitaire, après que ce derniers ont pris en charge la reprise du travail sous les injonctions du MEDEF, il s'agit donc aujourd'hui pour le gouvernement d'associer les directions syndicales CGT, FO, FSU à la nouvelle étape de destruction des droits ouvriers qu'exige la défense pied à pied des positions de leur bourgeoisie. C'est précisément dans ce but que le gouvernement a initié un nouveau calendrier de concertations, que Macron a reçu les partenaires sociaux, dont les dirigeants des confédérations

vendredi 5 juin, que toute la semaine du 8 au 12 a été occupée par des concertations sous l'égide de Pénicaud. Dès la réunion avec Macron, le gouvernement a eu satisfaction sur un point : l'apprentissage. Le journal *Les Echos* en rend compte dans ces termes : « *Il n'en coûtera rien ou quasi rien pendant un an à l'employeur qui embauchera en alternance un jeune de moins de 21 ans, et seulement 175 euros par mois entre 21 et 25 ans. Personne tant du côté du patronat que des syndicats n'a trouvé à redire au fait d'être mis devant le fait accompli sur le sujet, chacun ayant conscience qu'il y avait urgence ».*
Rien à redire à une mesure qui met à la disposition du patronat de manière gratuite la main-d'œuvre juvénile ! Mais il y a bien autre chose au menu. Il y a d'abord la création d'un nouveau dispositif, le régime partiel d'activité de longue durée pour tous les secteurs en grande difficulté. Il est présenté comme une alternative aux plans sociaux, mais en réalité il s'agit de combiner la prise en charge par L'État d'une partie des salaires avec des négociations boîte par boîte pour imposer par chantage à l'emploi le concassage des droits ouvriers boîte par boîte. Pénicaud ne s'en cache pas : « *s'il y a une baisse de salaire on fait plus d'intéressement. Ce sera négocié dans l'entreprise* ». Ce que ce dispositif amorce, c'est donc une nouvelle offensive contre le droit du travail, contre le droit à une rémunération garantie, c'est l'allongement de la durée du travail, la remise en cause des congés : il a vocation à pérenniser boîte par boîte toutes les attaques déjà contenues dans les ordonnances d'application de la loi d'urgence sanitaire. Au menu, il y a aussi l'assurance-chômage, le chômage partiel, les emplois jeunes, la formation et le travail détaché. Les directions syndicales font leurs propositions dans cette concertation, et c'est Macron qui va conclure. Car dès le départ, la règle du jeu était claire : la conclusion, c'est à Macron qu'elle appartient, qui pourra se prévaloir du dialogue social.
C'est aussi en parallèle une nouvelle étape de l'offensive contre le statut de la Fonction publique que le gouvernement engage selon la même méthode de la concertation.

Cela vaut pour « le Ségur de la santé ». Objectif désormais annoncé : différencier le point d'indice pour la fonction publique hospitalière et donc disloquer la Fonction publique, organiser la déqualification générale à tous les niveaux des personnels de santé, la mobilité généralisée, substituer la « télémédecine » à l'auscultation des patients, etc., liquider les garanties en terme de définition du temps de travail au nom de la « revalorisation salariale ».

- Et l'enseignement : concertation en juin avec les dirigeants syndicaux sur la mise en place du dispositif 2C2S (Culture Civisme Sport Santé). L'objectif est de faire assumer la moitié du temps scolaire par des personnels communaux, voire des vacataires. Dans le même temps, deux projets de loi sont soumis à l'Assemblée nationale : un projet qui fait du directeur d'école primaire un représentant de l'autorité académique, donc qui le charge de la mise en œuvre de la politique gouvernementale ; un projet sur la généralisation de l'enseignement à distance, qui doit permettre de supprimer des masses énormes de poste d'enseignant et dont le but explicite est d'interdire l'accès à l'université.
Dans le plan du gouvernement, il y a une autre dimension : c'est la dimension budgétaire. Le maximum de ressources budgétaires doit être consacré à défendre les positions de la bourgeoisie française. D'où les plans aéronautique, automobile… Ce sera aux travailleurs et aux retraités de payer ces plans. C'est ainsi que le projet de loi soumis à l'Assemblée nationale qui transfère la dette de la sécu, générée en grande partie par le chômage partiel, à la CADES consiste purement et simplement à en transférer la charge via la CRDS et la CSG à la population laborieuse. Le second projet de loi débouche sur la création d'une 5e branche de la sécu consacrée à la dépendance. Pourquoi séparer la dépendance de l'assurance-maladie en créant une 5° branche? Tout simplement pour que la question d'un financement par les cotisations sociales ne se pose pas et que le gouvernement puisse en passer directement à un financement spécifique par l'impôt que les travailleurs acquitteront.

Renault : 15 000 suppressions de poste, 4600 en France ; la direction de Renault, main dans la main avec le gouvernement, avance sur la mise en œuvre de son plan, en prenant appui sur un *« dialogue social exemplaire »*

La direction de Renault l'a annoncé dans son communiqué (cité par *Le Monde* du 30 mai) : *« Ces ajustements d'effectifs* [seront réalisés] *à travers un dialogue social exemplaire avec les partenaires sociaux et les collectivités locales ».*
Le ministre Le Maire n'a eu qu'à le répéter, en annonçant la garantie de prêt accordée à Renault de 5 milliards : *« J'attends que Renault engage un dialogue social exemplaire »* (cité par BFM TV le 2 juin).
Les appareils syndicaux CGT et FO (sans parler de la CFDT) s'inscrivent pleinement dans cette stratégie et ont déjà commencé à donner un satisfecit à la direction et au gouvernement. Ainsi, le dirigeant CGT Renault-Maubeuge, Jérôme Delvaux : *« Le gouvernement a joué le jeu en demandant à Renault ces garanties de maintien de l'emploi et d'un projet d'avenir pour le site de Maubeuge (…) Pour nous aujourd'hui, nous repartons avec de très bonnes nouvelles… Nous obtenons des garanties pour tout un territoire. »* (vidéo diffusée par *La Voix du Nord).*
Même communiqué de victoire le 29 mai aux Fonderies de Bretagne de la part des dirigeants CGT: *« Première victoire face à la mobilisation : (...) grâce à l'interpellation et l'intervention des politiques, des collectivités locales et territoriales, la direction a été contrainte d'annoncer devant tous les salariés lors du CSE extra de ce matin : pas de fermeture, ni de repreneur. La direction va travailler sur un projet de diversification pour la fonderie »*.
Quant aux dirigeants FO, ils se sont illustrés par le soutien enthousiaste et éhonté au « plan Automobile » annoncé par Macron qui anticipait sur ces suppressions d'emploi.

En réalité, pas plus à Maubeuge, qu'à Choisy, pas plus à Lorient qu'à Flins, il n'y a la moindre « garantie ». La dernière phrase du communiqué de la CGT Fonderies de Bretagne en fait d'ailleurs l'aveu. Chaque fois que les patrons ferment une usine, il y a toujours des engagements bidon de « diversification » de « reconversion », etc. La vérité est que le plan de 15000 suppressions (dont 4 600 en France) de poste est entièrement maintenu.

La seule voie

Alors, certes, la volonté des travailleurs existe de combattre pour la défense de tous les postes de travail. Certes, par milliers ils ont manifesté à Maubeuge. Certes, à Maubeuge comme à Choisy ils se sont mis en grève. Mais la vérité, c'est que leur aspiration à combattre est encamisolée par la politique des appareils syndicaux, celle de la « lutte » boîte par boite – et même parfois, comme à Maubeuge, avec l'argument que ce n'est pas cette usine qui doit être fermée parce qu'elle est plus rentable que les autres !

Pour les ouvriers, la seule voie pour vaincre, pour défaire la direction et le gouvernement consiste au contraire :

- à définir de manière claire la revendication : pas une seule fermeture d'usine ! Pas une seule suppression de poste !
- à ouvrir la perspective de la nationalisation sans indemnité ni rachat de Renault comme le moyen de garantir le maintien de tous les postes ;
- à l'inverse de l'atomisation, usine par usine, de la volonté des ouvriers de Renault, la responsabilité des organisations syndicales, en premier lieu de la CGT et de FO, est de convoquer l'assemblée centrale des délégués de toutes les usines Renault pour dégager leur revendication commune et le moyen de la satisfaire : l'appel à la grève générale des usines Renault. C'est cette orientation que les ouvriers devront imposer aux appareils syndicaux.

La classe ouvrière et la jeunesse n'accepteront pas d'être broyées : une manifestation en France…

Alors, certes à cette étape, les ouvriers de Renault sont pris dans les rets des appareils, du « dialogue social » et de l'isolement entreprise par entreprise. Mais d'une manière ou d'une autre, la classe ouvrière se dressera contre le sort que lui réserve le capitalisme en récession et les gouvernements à sa solde.

Pour la classe dominante, la manifestation du 2 juin à l'initiative du comité Justice pour Adama Traoré sonne comme un avertissement. A l'appel de ce comité, ce sont officiellement 20 000 manifestants – sans doute en réalité bien davantage -, jeunes pour la grande majorité, qui ont déferlé en direction du tribunal de Paris au cri de « Justice pour Adama », ce jeune homme mort en 2016 étouffé, dans les mains des gendarmes, dont la responsabilité a été maquillée à grand coup d'expertises bidons, de témoignages trafiqués. Mais le contenu de la manifestation allait bien au-delà. Ce qui s'est trouvé mis en accusation, ce n'est pas le racisme *« dans la police »* contrairement à ce que les dirigeants syndicaux en parfaite osmose avec le gouvernement veulent faire croire, c'est le racisme de la police, les violences quotidiennes dans les banlieues, parfois jusqu'à la mort, de la même police qui n'a cessé de matraquer et blesser grièvement par centaines dans les manifestations de travailleurs et de « gilets jaunes ». Ce qui s'est trouvé mis en accusation, c'est l'Etat policier de Macron-Philippe-Castaner.

…en écho aux puissantes mobilisations de la jeunesse américaine

Cette manifestation était convoquée en lien avec les puissantes manifestations qui se déroulent en ce moment aux Etats-Unis, mêlant dans leurs rangs la population noire et la jeunesse américaine quelle que soit la couleur de sa peau. La jeunesse américaine manifeste avec en toile de fond la pire récession depuis 1929 avec ses près de 40 millions de nouveaux chômeurs depuis trois mois, avec en toile de fond une épidémie rendue dévastatrice par l'absence de toute protection sociale pour des millions d'Américains, en particulier les Noirs. Les manifestations se dirigent vers les centres de l'appareil d'État bourgeois, vers la Maison Blanche, bravant les intimidations de Trump qui menace d'en appeler à l'armée, et invite les flics à tirer sur les manifestants. La jeunesse américaine ignore superbement les « appels au calme » et autres « appels à bien voter » en novembre prochain émanant des dirigeants du Parti démocrate car elle a fait l'expérience du démocrate Obama et a constaté que sous sa présidence, la même répression, les mêmes assassinats impunis avaient lieu.

C'est l'ébauche de cette mobilisation internationale, où la jeunesse occupe les premiers rangs, que tous ceux qui sont indéfectiblement attachés à la perpétuation du vieux monde craignent mortellement. C'est la raison pour laquelle en France les appareils syndicaux CGT, FSU, UNEF, ainsi que le PS et le PCF, derrière la bannière de SOS Racisme, ont convoqué un « rassemblement silencieux » le 9 juin. Ce rassemblement se fait sur le même thème que celui dont Macron-Castaner affectent de se préoccuper, à savoir *« le racisme dans la police et dans la société »*. Le contenu de cette manifestation est explicite : disculper l'appareil de répression dans son ensemble, faire comme si les violences racistes policières n'étaient que des accidents exceptionnels, faire publiquement allégeance à l'État policier.

Il n'y a pas de combat réel pour défendre les conditions d'existence, pour les revendications, si le mouvement ouvrier ne s'oppose pas résolument à toutes les formes de répression et d'agressions policières de l'appareil d'État. Il faut imposer aux organisations syndicales, en tête, dans l'unité, de mener campagne, par meetings et la manifestation. Immédiatement pour « Justice pour Adama Traoré » et – la liste est longue – pour les morts et mutilés, victimes de la police !

Il faut leur imposer de prendre en charge par les mêmes moyens (celui des meetings et de la manifestation) le combat pour l'abrogation sans délai de la scélérate loi d'urgence sanitaire !

Quel combat mener ?

L'effroyable dépression économique brusquement accélérée par l'épidémie du Covid-19, son cortège de chômage, de misère, de faim le montrent. La perpétuation du mode de production capitaliste ne peut avoir d'autres conséquences que celles-ci pour l'immense majorité de la population. Elle ne peut que fermer toute perspective d'avenir à la jeunesse.

En France comme dans tous les pays, c'est en s'appuyant totalement sur la collaboration des dirigeants syndicaux et là où ils existent encore sur celle des partis d'origine ouvrière ayant depuis des décennies pris fait et cause pour la classe bourgeoise (PS et PC), que les gouvernements au service du capital mènent leur offensive destructrice contre les conditions d'existence des masses et les acquis sociaux.

Combattre cette offensive, combattre pour le droit au travail, le droit à l'instruction et à la qualification pour la jeunesse, le droit à la santé, etc., ne peut se faire sans militer avec constance pour permettre à la classe ouvrière et à la jeunesse d'imposer par leur mobilisation aux dirigeants syndicaux la rupture avec le gouvernement, de leur imposer de prendre en charge l'abrogation immédiate de la loi d'urgence sanitaire.

Au fur et à mesure que la classe ouvrière et la jeunesse se dresseront contre les plans de la bourgeoisie, ils en viendront à la conclusion que c'est le mode de production capitaliste lui-même qui est à la source de la violence de classe qu'ils subissent, qu'ils leur faut non seulement renverser les gouvernements bourgeois – en France, le gouvernement Macron –, mais aussi mettre à bas tout le système social fondé sur la propriété privée des moyens de production et la réalisation du profit par la classe dominante. Ils en viendront à la conclusion que la satisfaction des revendications nécessite la nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels, des banques, des moyens d'échange, ce qui est la tâche d'un véritable gouvernement ouvrier. Ils en viendront à la conclusion que l'appareil d'État n'a pas d'autre fonction que de maintenir par la violence les privilèges de la classe dominante et qu'il faut donc le démanteler et le détruire. Ils en viendront à la conclusion qu'une société socialiste ne peut être édifié à l'échelle locale, et que le combat pour le gouvernement ouvrier, en France par exemple, est inséparable du combat pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Mais pour en venir à cette conclusion, et pour combattre de manière ordonnée et victorieuse sur ces objectifs, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin que dans chaque pays se construisent de véritables partis ouvriers révolutionnaires, à l'échelle internationale une Internationale ouvrière révolutionnaire.

C'est à la construction d'un tel parti, d'une telle Internationale, que les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le socialisme* entendent contribuer. Nous vous incitons à vous associer à ce combat.

Le 12 juin 2020

★

Directeur de la publication : Roland MICHEL – Commission paritaire n°67187 – Numéro°ISSN: 0763790 X – Imprimerie spéciale

http://socialisme.free.fr - e-mail : socialisme@free